

Lien social et Politiques

Les réfugiés colombiens au Québec : des pratiques transnationales centrées sur la famille

Stéphanie Arsenault

Les réseaux familiaux transnationaux : nouvelles familles, nouveaux espaces de citoyenneté ?
Numéro 64, automne 2010

URI : id.erudit.org/iderudit/1001399ar

DOI : [10.7202/1001399ar](https://doi.org/10.7202/1001399ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arsenault, S. (2010). Les réfugiés colombiens au Québec : des pratiques transnationales centrées sur la famille. *Lien social et Politiques*, (64), 51–64. doi:10.7202/1001399ar

Résumé de l'article

Afin d'étudier leurs pratiques transnationales, une recherche a été menée auprès de 42 réfugiés colombiens établis au Québec, depuis moins de cinq ans, et de 19 membres de leurs familles restés en Colombie. La recherche a montré que c'est l'univers familial des exilés colombiens qui génère le plus grand nombre de contacts transnationaux, tant à travers le soutien affectif qu'à travers le soutien économique. L'engagement sociopolitique n'est le théâtre que d'un petit nombre de pratiques ou de liens transnationaux. En réalité, l'attachement maintenu en Colombie est un attachement envers la famille – et non envers le pays comme tel, avec ses multiples caractéristiques distinctives.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Les réfugiés colombiens au Québec : des pratiques transnationales centrées sur la famille

Stéphanie Arsenault

Au cours de la dernière décennie (1999-2008), ce sont les ressortissants colombiens qui ont été les plus nombreux à s'établir au Québec en tant que réfugiés. Dans le but d'étudier leurs pratiques transnationales ainsi que les signes de la création ou non d'une communauté transnationale au sein de ce groupe, une recherche doctorale¹ a été réalisée auprès de cette population. Trois dimensions de leur vie ont été étudiées avec un intérêt particulier : les relations familiales, les échanges économiques et l'engagement sociopolitique. Les différents objectifs visaient plus spécifiquement à définir et à décrire les divers types de liens transnationaux développés chez cette population avec son pays d'origine, ainsi que les circonstances de leur émergence ou de leur non-émergence, et à saisir le rôle de ces liens dans le processus d'intégration de ces personnes à leur nouvelle société. Le présent

article rend compte de l'importance de la sphère familiale dans l'ensemble des trois dimensions mentionnées plus haut.

Les migrations transnationales

Depuis une vingtaine d'années, les études portant sur le transnationalisme se multiplient. Les définitions du phénomène varient, mais, de façon générale, on peut affirmer que les migrants ou immigrants qui poursuivent leur vie dans un contexte de migration transnationale vivent à travers les frontières internationales plutôt que de se déconnecter complètement de leur communauté et lieu d'origine (Besserer, 1999). Pour Glick Schiller, Basch et Szanton Blanc (1999), la migration transnationale est un processus par lequel les migrants forment et soutiennent des relations sociales multidirectionnelles qui relient la société d'origine à la société d'accueil.

Quelques sujets de controverse

Si l'existence de pratiques, d'activités ou de communautés transnationales n'est pas fondamentalement remise en question par la littérature scientifique, plusieurs éléments qui y sont reliés demeurent cependant controversés. La nouveauté du phénomène, son ampleur, sa durabilité, de même que le concept de nation sur lequel il repose, sont les principaux objets de controverse retrouvés dans la littérature. La nouveauté du phénomène est donc remise en question par plusieurs auteurs (Bauböck, 2003; Foner, 1997; Portes, Guarnizo et Haller, 2002; Smith, 2000). Selon Portes (2003), le caractère novateur ne résiderait pas dans le phénomène en tant que tel, mais bien plutôt dans la perspective d'analyse qui permet aujourd'hui de l'étudier. Il semble que des expériences transnationales aient existé depuis des épo-

ques très lointaines. Les Borha de Madagascar constitueraient, selon Gay (2003), un exemple de peuple ayant développé des pratiques transnationales depuis plusieurs centaines d'années, car la dispersion des frères et sœurs de familles fortunées entre plusieurs régions de la planète serait la norme plutôt que l'exception chez cette population. Les Italiens ainsi que les Juifs sont deux autres peuples pour lesquels on rapporte la formation de familles transnationales depuis plus d'un siècle (Foner, 1997). Par ailleurs, le potentiel d'expansion des pratiques transnationales aurait, lui, un caractère sans précédent avec la multiplication et la démocratisation des moyens de communication et de transport (Levitt, DeWind et Vertovec, 2003).

L'ampleur du phénomène transnational est également sujette à controverse. Si les conclusions de certaines recherches ethnographiques semblaient laisser croire à une généralisation des pratiques transnationales, plusieurs recherches récentes s'entendent néanmoins aujourd'hui sur le caractère modéré du phénomène (Bauböck, 2003; Guarnizo, Portes et Haller,

2003; Levitt, DeWind et Vertovec, 2003; Portes, 2003). L'une des rares recherches quantitatives réalisées sur le sujet affirme que les espaces transnationaux impliqueraient, dans les meilleurs des cas, tout au plus un tiers des individus des groupes étudiés et que l'engagement soutenu dans des activités transnationales serait le fait d'une toute petite minorité de migrants (Guarnizo, Portes et Haller, 2003).

Une véritable évaluation de la durabilité du phénomène reste à faire. Besserer (1999) affirme néanmoins que l'intensité que connaît la circulation des gens, de l'argent, des biens et de l'information entre les lieux d'origine et de réinstallation contribuerait à créer des circuits de migrations transnationales qui, plutôt que de s'évanouir avec le temps, se consolideraient pour devenir de véritables communautés transnationales. La proximité géographique entre les lieux de départ et de destination, le degré de différence des niveaux de bien-être entre les deux milieux (Pries, 1998), de même que l'appui des institutions et des politiques des sociétés ou des nations impliquées envers les pratiques transnationales développées (Smith, 1999), seraient autant d'éléments garants de la consolidation des pratiques transnationales à long terme.

D'un autre côté, l'exemple des Italo-Américains montre que les enfants et petits-enfants d'immigrants abandonnent graduellement la coutume des visites au lieu d'origine pour ne s'identifier exclusivement qu'au pays dans lequel ils vivent (Foner, 1997). De plus, au Canada, la proportion des

immigrants qui réclament la double ou multiple citoyenneté décroît plus le séjour au Canada se prolonge, et les enfants des immigrants de première génération sont moins portés à réclamer la double ou la multiple citoyenneté et à en bénéficier (Bloemraad, 2004).

Le concept même de nation qui se trouve au cœur de l'analyse du phénomène transnational ne fait pas l'unanimité non plus. En ce sens, selon Olwig, «By conceptualizing the world in terms of national entities, however, transnational theory simplifies the complexity of migration processes and the socio-economic relations and cultural values that underlines these processes» (2003: 787-788). Certaines études ont notamment démontré clairement des limites à la construction de liens de confiance entre compatriotes établis en exil (Gibb, 1998; Shostak, 2003).

Les conditions d'émergence du transnationalisme

Plusieurs éléments alimentent ou facilitent l'émergence de pratiques transnationales alors que d'autres les limitent. Itzigsohn et ses collègues (1999) ont montré que le désir de retourner vivre dans leur pays d'origine pousse un grand nombre d'individus à y investir de l'argent dans des entreprises ou des propriétés. De même, les migrants dont la parenté dans le pays d'origine souhaite le retour sont plus enclins à maintenir des liens politiques et sociaux transnationaux (Guarnizo, Portes et Haller, 2003; Portes, 2003).

L'état général dans lequel se trouve le pays d'origine au moment du départ et après influence éga-

lement l'émergence de pratiques transnationales. La recherche d'Al-Ali, Black et Koser (2001) a montré comment une situation de migration forcée peut donner lieu à un transnationalisme forcé. Cette situation a notamment été observée quand l'État d'origine exerce une pression sur les expatriés pour qu'ils continuent ou entreprennent de financer ou d'appuyer une cause politique, comme une lutte d'indépendance. D'autres recherches en sont arrivées à des conclusions semblables (Landolt, Autler et Baires, 1999; Portes, Guarnizo et Haller, 2002).

Le rôle de l'État récepteur est également central puisqu'il trace les frontières d'inclusion et d'exclusion ainsi que les niveaux de citoyenneté, ouvrant ou fermant la porte à la mobilisation politique à l'intérieur de ses frontières (Østergaard-Nielsen, 2003). Le cas des Salvadoriens aux États-Unis a par ailleurs révélé une réalité singulière à cet égard: la réception négative de la part du pays d'accueil et la négation du statut de réfugié à leur endroit ont au contraire poussé les immigrants à maintenir des liens significatifs avec leur pays d'origine (Landolt, Autler et Baires, 1999).

Pries (1998) émet quant à lui l'hypothèse que la proximité géographique et les interrelations socioéconomiques favorisent le développement de ces espaces sociaux transnationaux. Smith (1999) ajoute que la concentration d'une population immigrante de même origine dans une région particulière et sa proximité avec le pays d'origine (comme dans le cas des Mexicains aux États-Unis)

sont des facteurs qui favorisent la durabilité de la vie transnationale.

Certains facteurs d'ordre personnel jouent aussi un rôle dans le développement de pratiques transnationales. Les personnes qui comptent sur un large réseau social, qui sont plus scolarisées et qui possèdent un haut niveau d'activités professionnelles ou occupationnelles seraient davantage associées avec le fait de développer des pratiques transnationales (Guarnizo, Portes et Haller, 2003; Portes, 2003), alors que la perte d'un statut socioéconomique diminuerait cette possibilité (Kelly, 2003; Aranda, 2003). La durée de résidence dans la nouvelle société influencerait également sur le développement de pratiques transnationales, alors que plus la période de résidence est longue, plus la propension des immigrants à se consacrer à des activités transnationales est forte (Al-Ali, Black et Koser, 2001).

Portes (2003) prétend que les personnes originaires de petites villes ou de la campagne, détentrices de réseaux sociaux plus denses que les urbains, sont significativement plus actives sur le plan des activités transnationales dans le but de soutenir la communauté d'origine, surtout quand le pays est en paix. Les cas des Érythréens en Angleterre et des Bosniens en Hollande étudiés par Al-Ali, Black et Koser (2001) ont par ailleurs présenté des conclusions inverses à celles-ci. En outre, les individus s'installant à l'étranger pour échapper à la turbulence politique ou à la violence généralisée pourraient quant à eux littéralement manquer d'options transnationales (Portes, Guarnizo et Haller, 2002).

Famille transnationale

La notion de famille transnationale est maintenant abordée dans la littérature scientifique, bien qu'il semble difficile d'en cerner précisément les contours. Les éléments dont il faut tenir compte dans la définition de celle-ci ne sont pas toujours clairement établis. S'agit-il du nombre des membres de la famille vivant à l'étranger, de la fréquence des contacts entre ses membres ou de la force et de l'efficacité de ses liens? Les deux seuls éléments semblant faire l'unanimité sur cette question dans la littérature résident dans la nécessité d'observer une dispersion géographique entre plusieurs territoires nationaux ainsi que le maintien de contacts étroits entre certains membres d'une même famille sur deux ou plusieurs territoires (Le Gall, 2005). Il a par ailleurs été observé que les séparations des membres d'une famille entre plusieurs lieux géographiques pouvaient parfois devenir des outils positifs dans la recherche d'une bonne cohésion familiale. Ainsi, «Selon leurs besoins spécifiques, ils [les immigrants] poursuivent activement, négligent passivement des liens du sang, ou inventent des liens de parenté [...], liens [qui] sont mobilisés en fonction des circonstances et étapes du cycle de vie» (Le Gall, 2005:36).

Afin de s'approcher d'une définition plus précise du phénomène et d'en faciliter l'étude, Le Gall propose notamment l'utilisation des concepts de parentalité transnationale (entre les parents et leurs enfants) et de parenté transnationale (entre les membres d'une même famille, incluant les

oncles, les tantes, les grands-parents, les frères et sœurs, les cousins et cousines).

Les familles peuvent recourir à des réseaux transnationaux à travers différents types de rapports. Elles peuvent premièrement le faire en concevant ce réseau comme une stratégie d'insertion dans laquelle les liens forts avec la parenté restée au pays jouent un rôle affectif en appui indirect au projet d'insertion et où ce réseau familial se distingue clairement du réseau social, composé, lui, de liens faibles directement utiles à l'insertion et à la vie quotidienne. Une deuxième catégorie de familles utilise un type de réseaux transnational dans lequel les liens forts à distance constituent au contraire un véritable tuteur de résilience, un appui rassurant et incontournable permettant d'envisager l'avenir et de poursuivre le projet de vie sur les plans identitaire et familial.

Chez d'autres familles immigrantes, où la perspective collective domine nettement, le réseau est composé autant de liens de proximité que de liens distants et prend la forme d'un véritable filet de survie actif au quotidien, mais

aussi propulsant vers l'avenir. Dans ces familles, on observe un « Nous réseau » à travers lequel on trouve les ressources matérielles, affectives et sociales leur permettant de déployer un projet de vie au quotidien. Finalement, certaines familles se perçoivent comme des citoyens du monde inscrits dans une diaspora dispersée sur un vaste territoire transnational. Elles savent tirer profit de tous les liens faibles ou forts, proches ou éloignés, et utilisent toutes les ressources disponibles pour elles ou leurs enfants sur ce territoire transnational. Ces familles présentent, en d'autres termes, un rapport a-spatial à leur réseau (Vatz Laaroussi, 2009).

L'économie transnationale

La dimension économique des migrations transnationales se trouve largement documentée dans la littérature recensée. Plusieurs études montrent notamment l'impact possible de l'envoi d'argent par les migrants dans leur pays d'origine. Dans des pays comme le Salvador (Landolt, Autler et Baires 1999) et le Maroc (Bousetta et Martiniello, 2003), les envois d'argent des ressortissants aux membres de leur famille restés au pays ont atteint une telle ampleur que la stabilité économique et politique de ces pays en dépendrait maintenant.

L'argent envoyé dans le pays d'origine ainsi que les réalisations tirées de cet argent peuvent contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie au pays, mais peuvent également constituer une présence symbolique sur le territoire d'origine qui se substitue en quelque sorte à l'absence du

migrant (Lacroix, 2003). Par ailleurs, l'acceptation des projets de développement issus de l'argent de la diaspora ne fait pas l'unanimité et est parfois objet de controverse au sein de la classe politique des pays concernés. Tout en constituant une source d'argent qui peut rarement être refusée, les envois d'argent peuvent se traduire par une certaine perte de pouvoir des élites locales sur la direction que doit prendre le développement de ces régions.

Portes (1999) a quant à lui étudié les entreprises transnationales et affirme qu'elles peuvent représenter, pour les immigrants d'origine modeste, une rare voie d'accès à la classe moyenne. Chez les Salvadoriens, un attrait supplémentaire que revêt l'envoi d'argent dans le pays d'origine ou la création d'une entreprise en lien avec le pays réside dans le fait que ces immigrants qui ont construit un capital aux États-Unis continuent à y vivre comme des personnes sans importance particulière alors que, dans leur pays d'origine, ils deviennent des personnes qui jouissent d'une reconnaissance sociale et d'un pouvoir d'influence importants (Landolt, Autler et Baires, 1999).

Suivant la définition selon laquelle les entrepreneurs transnationaux sont des propriétaires d'entreprises qui voyagent à l'étranger au moins deux fois par an pour affaires et pour qui la réussite de leurs affaires dépend en grande partie de contacts réguliers avec le pays d'origine, ces mêmes entrepreneurs ne représenteraient qu'une toute petite minorité, environ 6% des personnes rencontrées (Portes, Guarnizo

et Haller, 2002). Les entreprises transnationales représenteraient donc aujourd'hui un mode d'adaptation économique rare associé aux migrants les plus fortunés et de plus ancienne installation dans le pays d'accueil.

Pratiques politiques transnationales

Dans le champ politique, les pratiques politiques au sens strict renvoient entre autres à la participation à un parti politique ou à une association de citoyens, alors que les activités politiques dans un sens large renvoient plutôt à une participation occasionnelle à des réunions ou à des événements à caractère politique (Østergaard-Nielsen, 2003).

Le transnationalisme politique serait fortement associé à l'origine nationale et il est le produit d'un capital humain important, d'une stabilité et d'une expérience dans le pays d'accueil ainsi que de forts liens sociaux et moraux avec le pays d'origine (Guarnizo, Portes et Haller, 2003).

Selon Baübock (2003), les pratiques politiques transnationales dans la première génération d'immigrants ne sont pas nouvelles. Cependant, les possibilités de combiner des statuts et des affiliations dans plusieurs pays le seraient. Par contre, même chez cette première génération, ces pratiques constitueraient l'exception.

L'engagement politique transnational, loin d'être largement pratiqué, socialement illimité, «déterritorialisé» et libérateur, serait plutôt le fait d'une minorité, serait socialement limité à travers les frontières nationales, se pro-

duirait sur un territoire spécifique et apparaîtrait comme reproduisant les asymétries de pouvoir déjà existantes. Selon ces informations, les adultes seraient plus engagés que les jeunes et les personnes âgées dans ce domaine, et les hommes seraient deux fois plus présents dans ces types d'activités que les femmes. Les personnes titulaires d'un diplôme de niveau secondaire seraient beaucoup plus engagées que celles qui n'en ont pas. De plus, le fait de posséder la citoyenneté étasunienne n'aurait pas d'effet sur l'engagement politique transnational; cependant, la quantité de temps passé aux États-Unis aurait quant à elle un effet positif sur la variable étudiée (Guarnizo, Portes et Haller, 2003).

Plusieurs auteurs soutiennent que ces pratiques politiques transnationales donnent une voix à ceux qui n'en auraient pas autrement (Portes 1999). Par ailleurs, ce type de pratiques pourraient, dans certaines circonstances, limiter l'amélioration des conditions de vie dans le pays d'accueil, notamment lorsque des individus leur consacrent une somme de temps trop importante et ne disposent plus du temps nécessaire à consacrer à d'autres activités intégratrices (Østergaard-Nielsen, 2003). Selon Glick Schiller, Basch et Szanton (1999), les phénomènes transnationaux peuvent autant reproduire et perpétuer les relations de domination de classes que donner lieu à la contestation.

Le transnationalisme chez les Colombiens

Selon Guarnizo, Sanchez et Roach (1999), la société colom-

bienne serait, depuis le début des années 1990, devenue l'une des sociétés les plus transnationales qui soit. L'émigration massive de Colombiens depuis les dernières décennies aurait transformé la Colombie en une formation sociale transnationale où tant la société civile que l'exercice du pouvoir par l'État traverseraient les frontières de la nation (Guarnizo, 2003).

Dans le but d'encourager le maintien des liens entre les expatriés et la Colombie, plusieurs mesures ont d'ailleurs été mises en place par les derniers gouvernements colombiens: la possibilité de conserver une double citoyenneté, le droit de vote aux élections du Sénat ainsi que le droit à un représentant au congrès pour les résidents à l'étranger et le droit aux programmes d'intégration au projet national développé par le ministère des Relations extérieures.

Or, selon Portes (2003), en dépit de ces mesures, les migrants colombiens installés aux États-Unis ont montré des pratiques transnationales très limitées, généralement beaucoup plus limitées que celles observées chez la plupart des autres groupes étudiés. Les Colombiens aux États-Unis seraient notamment moins engagés dans des pratiques politiques et socioculturelles transnationales que les ressortissants salvadoriens et dominicains.

Le droit à la double citoyenneté aurait par ailleurs eu un effet palpable (Escobar, 2005). Le nombre de Colombiens à réclamer la citoyenneté étasunienne aurait grimpé en flèche après 1991, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution incluant le droit à la

territorial, du point de vue de sa complexité sociale, politique et militaire» (2003: 22. Trad. libre).

Les Colombiens au Canada et au Québec

Un nombre record de nouveaux arrivants étaient admis au Canada en 2005, soit 262 236, dont 13,6 % étaient réfugiés. (Citoyenneté et Immigration Canada, 2009). Cette même année, 6031 ressortissants colombiens s'installaient au Canada, ce qui plaçait la Colombie au neuvième rang parmi les principaux pays de provenance des nouveaux arrivants au Canada. Ainsi, depuis la fin des années 1990, les personnes en provenance de Colombie ont été de plus en plus nombreuses à s'installer au Canada. En dix ans, entre 1999 et 2008, leur nombre a augmenté considérablement, passant de 1296 en 1999 à près de 5000 en 2008. (Voir Tableau 1). Parmi les Colombiens qui obtiennent le droit de s'établir au Canada, la vaste majorité (4519 sur 6031 en 2005) sont admis en tant que réfugiés ou personnes à protéger. Cette augmentation régulière du nombre de réfugiés à s'établir au pays en provenance de Colombie est en bonne partie due à l'inclusion de cette dernière, à partir de la fin des années 1990, dans la courte liste des «pays sources²» priorisés par le Canada et où le gouvernement canadien établit des mesures de sélection sur place qui facilitent l'attribution du statut de réfugiés à des personnes qui se trouvent encore dans leur pays.

En raison, notamment, des réseaux sociaux qui s'y consolident avec les années et de l'augmentation du nombre de per-

sonnes d'origine colombienne sur place, ces personnes constituant un pôle d'attraction dont la force s'accroît également avec le nombre de ressortissants qui le composent, le Québec est devenu la destination privilégiée d'une proportion croissante de Colombiens qui arrivent au pays. Les réfugiés colombiens sélectionnés à Bogota en tant que personnes de «pays source» s'établissant au Québec bénéficient, en vertu du Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR) spécifique à la province, d'un accompagnement à leur arrivée à destination et d'un soutien technique et matériel. Principalement, on les accompagne dans la recherche d'un logement et pour l'emménagement dans celui-ci, dans la réalisation des multiples démarches administratives nécessaires à l'obtention des différentes couvertures sociales fédérales et provinciales, et on leur procure une aide matérielle de base en matière vestimentaire, alimentaire et ménagère (MICC, 2009).

Méthodologie et démarche de recherche

La recherche réalisée s'inscrit dans une perspective qualitative qui vise à donner la parole aux personnes concernées et à analyser les questions à l'étude à partir du point de vue de ces dernières. Il s'agit donc d'une posture épistémologique qui accorde une importance centrale à la parole des personnes impliquées dans une situation particulière et à leur façon de donner sens à celle-ci (Poupart, 1997). En ce sens, des entrevues individuelles semi-dirigées ont été réalisées. Entre décembre 2002 et décembre 2005,

double citoyenneté. La décision d'adopter la citoyenneté étasunienne reposerait par ailleurs souvent sur le désir de faire venir des membres de la famille de Colombie ou encore sur celui de passer plus de temps dans leur pays d'origine et non pas sur un détachement face à celui-ci.

En outre, les relations entre ressortissants colombiens ne semblent pas aller de soi aux États-Unis. Chez les Colombiens étudiés par Soto (2005), la confiance au sein de cette population s'est trouvée affaiblie par la mauvaise réputation imputée à l'ensemble du groupe par suite de certains cas de criminalité observés chez des ressortissants colombiens, par la situation de clandestinité dans laquelle se trouvent un grand nombre de Colombiens aux États-Unis et par un climat de compétition entre compatriotes qui alimenterait les sentiments d'égoïsme et d'individualisme.

Selon Guarnizo, «on peut dire, sans crainte d'exagération, que compte tenu de son volume et de sa diversité sociodémographique et régionale, la population colombienne résidant à l'extérieur du pays est un portrait fidèle du pays

Tableau 1. Colombiens établis au Canada et au Québec 1999-2008

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Rang	39	25	21	16	11	11	6	9	10	10
Nouveaux résidents permanents Canada	1 296	2 228	2 967	3 226	4 273	4 438	6 031	5 813	4 833	4 995
Nouveaux résidents permanents Québec	269	661	1 041	1 234	1 778	2 053	2 125	2 172	2 543	2 564
Colombiens établis au Québec Pourcentage	20,8	29,7	35,1	38,3	41,6	46,21	35,3	37,4	52,6	51,3

42 personnes réfugiées (22 hommes et 19 femmes) au Québec depuis moins de cinq ans furent rencontrées individuellement dans les villes de Montréal et ses environs (22), Québec (12), Sherbrooke (5) et Trois-Rivières (3). La vaste majorité d'entre elles, soit 31, étaient arrivées au Canada dotées d'un statut de réfugié obtenu à Bogota, alors que les 11 autres étaient arrivées en tant que revendicatrices du statut de réfugié et avaient obtenu sur place le droit de s'établir au Canada. Elles provenaient de treize départements différents de Colombie et étaient toutes au Canada depuis moins de cinq ans.

Ces personnes ont été trouvées et contactées à partir d'une dizaine de contacts initiaux établis par la fréquentation d'organismes ou d'événements s'adressant de près aux personnes colombiennes. La méthode «boule de neige» a permis de compléter l'échantillon. Trois individus non colombiens ont également été interviewés pour leurs connaissances et leur implication directe auprès de la population colombienne au Québec.

De plus, à l'hiver 2003, vingt-trois autres personnes ont été rencontrées en entrevue en Colombie. Parmi celles-ci, dix-neuf appartenaient à six familles de réfugiés rencontrés au Québec. Elles ont été sélectionnées avec l'aide des personnes interviewées au Québec, en tenant compte de leur lieu de résidence, les villes de Bogota, Medellín ou Cartagena. Les quatre autres personnes étaient des représentants d'organismes travaillant dans le domaine des droits de l'homme et des personnes menacées en Colombie.

Parmi les réfugiés rencontrés au Québec, vingt-sept possédaient un diplôme universitaire (ou avaient presque terminé des études universitaires avant leur départ) dans des domaines très variés. Par ailleurs, vingt-sept de ces personnes étaient mariées ou vivaient en couple, seize étaient célibataires (six ayant vécu un divorce depuis leur arrivée) et sept personnes n'avaient pas d'enfants.

Les témoignages ont été recueillis en espagnol (sans recourir à un interprète) par le biais d'entrevues semi-dirigées. Ces entrevues

ont duré de quarante-cinq minutes à trois heures et ont été réalisées à un endroit déterminé par les participants, le plus souvent à leur domicile. Elles ont toutes été enregistrées, retranscrites intégralement et traitées sous le couvert de l'anonymat. Une première analyse verticale de chacune des entrevues a d'abord été réalisée afin de brosser un portrait du parcours migratoire et des liens établis par chacun. En second lieu, une analyse transversale du matériel de toutes les entrevues a été effectuée sur plusieurs dimensions de la vie des personnes à l'étude. L'analyse du matériel a été facilitée par l'utilisation du logiciel NVivo2.

Communication familiale transnationale

Dans le cadre de cette recherche, trois dimensions de la vie des réfugiés colombiens ont été étudiées: la communication au sein des familles, les pratiques sociopolitiques et les échanges économiques entretenus avec la Colombie. Parmi tous les types de liens observés, ceux établis avec des

membres de la famille nucléaire ou élargie restés en Colombie sont apparus comme les plus importants, en nombre et en signification, aux yeux d'une vaste majorité de participants.

Presque tous les réfugiés rencontrés (37/42) ont clairement affirmé maintenir une communication allant d'occasionnelle à soutenue avec les membres de leur famille restés en Colombie. Chez 16 des 42 répondants, il s'est développé une communication très soutenue (une ou plusieurs fois par semaine) entre les membres de la famille établis au Québec et ceux restés en Colombie, généralement les parents, les enfants ou le conjoint. Ils échangent sur la vie quotidienne des uns et des autres, s'informent de la situation au pays, cherchent et prodiguent des conseils ou du réconfort. Parmi ces personnes qui développent une communication soutenue se trouvent notamment presque toutes les personnes arrivées au Canada en tant que revendicatrices du statut de réfugié et ayant le plus souvent laissé au pays les membres de leur noyau familial. Chez ces personnes, la vie quotidienne est donc

marquée par des relations familiales outre-frontières.

Parfois je ne travaillais que pour ça, pour payer les appels téléphoniques. Parce qu'il m'était impossible de passer deux, trois ou quatre jours sans leur parler. Je ne suis pas capable, je sens que l'air me manque. Et quand je téléphone, je sens que je recommence à respirer³. (Homme reconnu réfugié au Canada, en attente de la réunification familiale)

Pour la moitié des personnes rencontrées (21/42), il se développe également une communication entre la parenté établie au Québec et celle restée en Colombie, mais sur une base plus occasionnelle (moins d'une fois par semaine et plus d'une fois par an). Leur vie quotidienne est donc moins marquée par des contacts familiaux transnationaux, bien que ces contacts plus sporadiques conservent, aux yeux de ceux qui les maintiennent, une importance palpable. Ces personnes prennent l'habitude de téléphoner lorsque se présentent des occasions spéciales comme l'anniversaire d'un proche, la fête de Noël ou encore la maladie d'un parent. Par ailleurs, la satisfaction au regard de la communication établie ne semble pas reposer sur le nombre et la fréquence des contacts. Une personne communiquant mensuellement avec ses proches les plus chers peut juger ces contacts tout à fait satisfaisants, alors que pour une personne communiquant quasi hebdomadairement avec ses proches, le contact peut demeurer insatisfaisant.

Parmi les cinq personnes restantes, une seule a affirmé avoir pratiquement interrompu les contacts avec les membres de sa

famille en raison de son aversion pour les moyens de communication disponibles, comme Internet ou le téléphone. Cette absence de communication quasi complète ne semblait cependant pas affecter émotionnellement la personne concernée.

Dans la vaste majorité des cas, la communication entre la Colombie et le Québec est établie par les personnes installées au Québec. Les raisons économiques sont le plus souvent invoquées pour expliquer cette situation, les coûts d'appel étant plus abordables au Canada et les ressources économiques plus accessibles aux membres se trouvant au Canada qu'à ceux encore en Colombie. Par ailleurs, dans certains cas (8), ce sont plutôt les membres de la famille en Colombie qui établissent les contacts avec ceux en exil. Il s'agit dans ces cas de familles possédant des ressources économiques supérieures à la moyenne et qui accordent une grande importance au fait de communiquer avec leurs proches au Québec.

Les capacités financières représentent le facteur limitatif face à la communication transnationale le plus souvent évoqué par les réfugiés. Les difficultés économiques des personnes installées au Québec limitent souvent les possibilités de communiquer avec leurs proches aussi fréquemment qu'elles le souhaitent. Le sentiment d'insécurité toujours présent lors des communications téléphoniques avec les membres de la famille demeurés en Colombie dans un contexte où des conversations pourraient être interceptées par des personnes ou des instances mal intentionnées a

également été mentionné par un petit nombre de réfugiés.

À travers la communication établie, plusieurs personnes (10) ont vécu un rapprochement affectif entre les membres de la famille partis en exil et ceux restés en Colombie. Certains interlocuteurs ont affirmé en ce sens considérer que la qualité des relations intra-familiales s'est améliorée à la suite de cette expérience (ou, à tout le moins, qu'elle s'est maintenue telle qu'elle était). Pour certains, le fait de recourir à de nouveaux moyens de communication pour s'exprimer a permis d'alimenter les sentiments d'amour et d'affection entre les personnes.

Je remarque, avec le temps, que ce fut très riche de parler avec lui, et je crois que c'est la période où nous nous sommes le plus rapprochés [depuis le départ au Canada]. La façon de s'exprimer par Internet ou par écrit permet de dire à l'autre combien il nous manque et combien on l'aime. Il y a un rapprochement dans la distance. (Frère resté en Colombie d'un réfugié établi au Québec)

Pour d'autres chez qui le fait d'avoir vécu, avant l'exil, une situation de persécution rendant les relations intrafamiliales impossibles (des personnes qui vivaient cachées la majeure partie du temps), le fait de se trouver au Québec, à l'abri de la persécution, permet de retisser, en exil, des liens impossibles à entretenir en Colombie.

Par ailleurs, certains participants, peu nombreux, ont mentionné qu'ils appréciaient le fait de se retrouver loin des membres de leur parenté. C'est notamment le cas de certaines personnes qui

considéraient trop absorbantes et contraignantes les relations familiales en Colombie et qui jouissent d'une liberté accrue en leur absence.

Liens économiques transnationaux

La sphère économique est la seconde dimension de la vie des expatriés colombiens soumise à l'analyse. Il s'est avéré que dans le domaine économique le réseau familial se trouve également au cœur des échanges transnationaux établis et qu'il constitue le lieu quasi exclusif des échanges d'argent outre-frontières dans lesquels s'engagent les personnes rencontrées.

Dans l'échantillon rencontré, un peu plus du quart (12/42) des personnes affirment envoyer régulièrement de l'argent en Colombie (mensuellement ou plus de trois fois par année). Elles le font presque toutes pour aider à la subsistance quotidienne des membres de leur parenté (la majorité le fait pour assurer le bien-être de leurs enfants, de leur conjoint ou de leurs parents), mais certaines le font également pour s'acquitter de dettes contractées en Colombie.

Neuf personnes rencontrées (9/42) envoient sur une base occasionnelle ou très occasionnelle de l'argent en Colombie (deux fois par année ou moins). Elles le font lorsqu'un besoin spécifique se présente (une maladie, une rentrée scolaire, un décès, etc.), ou lorsqu'elles arrivent à économiser un montant suffisant pour leur permettre d'effectuer un envoi.

La moitié des personnes rencontrées (21/42) envoient donc de

l'argent en Colombie, que ce soit de façon régulière ou de façon occasionnelle. Dans l'autre moitié, c'est-à-dire les personnes qui n'envoient jamais d'argent en Colombie, on trouve des personnes pour qui il n'a jamais été question, dans la dynamique familiale élargie, d'aider financièrement les membres d'un autre noyau familial, parfois parce qu'il s'agit d'une famille aisée, parfois parce que cette pratique est absente de la mentalité familiale. Il y a, par contre, parmi ceux qui n'envoient jamais d'argent, un tiers des personnes (7/21) qui reçoivent de l'aide économique de la part de leur parenté toujours au pays.

Beaucoup de personnes rencontrées ont affirmé expérimenter une diminution marquée de leur qualité de vie, d'un point de vue économique, depuis leur installation au Québec. Pour certaines, par contre, cette perte de qualité de vie (d'un point de vue économique, toujours) se faisait déjà sentir pendant leur période de persécution en Colombie. Les propos d'un couple interrogé illustrent bien cette situation. L'homme, avocat, possédait un poste stable et bien rémunéré depuis quelques années en Colombie. Sa conjointe possédait elle aussi un emploi stable qui complétait les revenus familiaux. Leur situation financière leur permettait une pleine autonomie financière face à leur famille et leur accordait un rôle de soutien économique à l'endroit de plusieurs membres de leur famille élargie. Après avoir connu une situation économique enviable en Colombie, le fait de devoir compter, au Canada, sur l'assistance financière du gouvernement du

Les réfugiés colombiens au Québec :
des pratiques transnationales centrées
sur la famille

60

Québec provoque un choc important pour le couple.

Les changements économiques sont extrêmement durs! Ici, nous avons des ressources très limitées pour payer le logement, la nourriture et les factures. Il n'y a pas d'argent. C'est un changement radical. (Homme réfugié)

Le fait de passer d'une situation économique viable à celle de dépendance de prestations gouvernementales ou d'un salaire minimum implique des changements importants quant aux rôles qu'occupaient les personnes au sein de leur famille en Colombie.

En Colombie, lorsque je travaillais, j'avais la possibilité de faire ce que je voulais avec mon argent. J'aidais mes parents, je donnais une mensualité à ma sœur qui est divorcée, j'envoyais de l'argent à la maison, je leur payais le téléphone, je donnais de l'argent pour les dépenses de ma mère. Il y avait une prospérité à la maison en raison de mon salaire. (Homme réfugié)

Une fois en exil, les ressources permettant d'assumer une partie des dépenses de subsistance de la famille en Colombie sont disparues, tout comme le rôle de soutien économique de la famille. Ce

changement de rôle semble particulièrement difficile à accepter lorsque certains membres de la famille demeurés en Colombie exercent une pression sur ceux en exil afin de continuer à recevoir cette aide économique de leur part.

En outre, les témoignages recueillis révèlent que, pour la plupart des personnes qui envoient de l'argent régulièrement à leurs proches, les sommes et la fréquence avec laquelle elles peuvent aider les leurs se trouvent significativement diminuées, une fois en exil, par rapport à la situation qu'elles connaissaient en Colombie. Leur rôle de soutien économique familial se trouve donc amoindri. De plus, les témoignages indiquent que, pour certaines des personnes qui occupaient auparavant un rôle de soutien économique au sein de leur famille, leur rôle se trouve non pas amoindri, mais bien littéralement inversé (3). Elles deviennent ainsi, au Canada, non plus les personnes qui aident leurs proches, mais plutôt celles qui sont aidées par des membres de leur parenté. Cette transformation ou inversion des rôles au sein de la famille implique par ricochet une transformation identitaire chez les personnes touchées et une perte de statut au sein de la famille.

Il ne se produit pas de changements importants en ce qui concerne les intentions des gens d'aider financièrement ou non leur famille; le changement se situe plutôt dans les possibilités concrètes de le faire. En d'autres termes, de façon générale, les personnes qui soutenaient économiquement leur famille ou qui voulaient le

faire souhaitent continuer de le faire au Québec, mais se trouvent freinées par leur nouvelle réalité économique. Celles qui ne le faisaient pas, soit parce que ce n'était pas nécessaire, soit que cette pratique ne faisait pas partie des habitudes de la famille, ne souhaitent généralement pas davantage le faire une fois au Québec.

Pratiques sociopolitiques transnationales

La troisième dimension de la vie des réfugiés colombiens étudiée fut celle des pratiques sociopolitiques transnationales et de la création ou non d'une communauté transnationale au sein de ce groupe. L'étude réalisée nous indique que 22 des 42 personnes réfugiées interrogées pratiquaient un engagement de type sociopolitique en Colombie et que seulement 10 d'entre elles le faisaient encore au Québec. Par engagement de type sociopolitique, nous entendons ici toute implication sociale auprès de la communauté, auprès de personnes affectées par le conflit, ou encore dans le domaine de la défense des droits, de la santé communautaire, du syndicalisme et de la représentation politique directe (municipale ou autre). De l'autre côté, parmi les 20 personnes qui n'avaient aucun engagement de nature communautaire ou sociopolitique en Colombie, seulement trois ont développé cette forme d'engagement au Québec.

Tout comme dans le domaine économique, le souhait premier des personnes ayant développé un engagement sociopolitique ou communautaire en Colombie est généralement de pouvoir mainte-

nir une telle activité en exil. Or, plusieurs obstacles ou contraintes interfèrent avec ce désir. Parmi ces obstacles se trouvent la difficulté de compter sur des groupes d'engagement qui perdurent dans le temps, la pression de la famille au Québec qui désapprouve ce choix et la peur persistante face aux problèmes de sécurité, particulièrement pour ceux qui possèdent toujours des membres de leur famille en Colombie.

La pression de l'entourage en désaccord avec un tel engagement et la peur de représailles envers les proches toujours au pays constituent en effet des freins mentionnés par plusieurs. Les proches aussi en exil et déjà lourdement affectés par le départ de Colombie sont souvent peu enthousiastes à l'idée que le parent ou le conjoint reprenne au Québec un type d'activité semblable à celui qui est responsable de leur persécution et de leur fuite du pays. De plus, les effets de la persécution en Colombie tendent parfois à être reportés sur les membres de la famille demeurés au pays, ce qui a pour effet de dissuader ceux qui souhaiteraient poursuivre un engagement face aux questions colombiennes, même en exil.

Non, et ma femme me contrôlait pas mal sur cet aspect. Elle me faisait remarquer tous les problèmes que j'ai eus en Colombie, de devoir quitter notre village pour mes problèmes, pour servir la communauté. Elle n'était pas d'accord pour que je vienne ici répéter la même chose. (Homme réfugié)

Dans le cas de la population colombienne étudiée et formée essentiellement de personnes ayant immigré au Canada pour des raisons de persécution, la reproduc-

tion, en exil, des tensions et des conflits propres à la société colombienne et la méfiance omniprésente au sein de la société interfèrent de façon importante dans la dynamique créée au Québec à l'intérieur de ce groupe. Cette réalité est particulièrement visible dans les villes de taille moyenne comme Sherbrooke, Drummondville, Jonquière ou Trois-Rivières. Beaucoup de réfugiés colombiens optent donc pour limiter leurs relations avec d'autres compatriotes: les relations qu'ils établissent s'avèrent en effet très sélectives. Les paroles des participants suivants illustrent clairement cette situation.

La relation est très problématique, comme en Colombie. C'est exactement la même chose. Le pays est totalement polarisé. Cela se transmet à 100 % ici. Dans cette ville, c'est ce qui se passait et je n'avais pas l'énergie pour me consacrer à cette dynamique. (Femme réfugiée)

Avec les Colombiens, je n'ai pratiquement aucune relation. Intentionnellement. Je préfère ne pas avoir cette source de problèmes et tout. Pour ne pas avoir de chicane avec le monde, pour ne pas entrer en conflit, en discussion, je préfère m'isoler. (Homme réfugié)

Cette dynamique semble aussi clairement freiner l'établissement de liens entre compatriotes ainsi que la création d'organismes impliquant cette population et s'intéressant à la réalité colombienne. De nombreuses tentatives infructueuses ont effectivement été observées dans différentes villes du Québec en matière de création d'organismes ayant pour finalité de travailler sur la réalité colombienne.

Nous avons tenté de former un comité latino [la majorité des membres étant Colombiens]. J'ai assisté aux premières réunions, mais ça n'a pas fonctionné. Le problème politique revenait constamment. Nous voulions prendre le temps d'en parler, mais la confiance n'y était pas. [...] Je me suis tanné et je suis parti. Et j'ai appris que ça n'était arrivé nulle part, le groupe s'est désintégré. (Homme réfugié)

À la lumière des informations recueillies et de l'analyse réalisée, nous estimons qu'il n'y a pas, au Québec, création d'une communauté transnationale colombienne. Nous n'avons pas pu observer la création d'une conscience et d'un sentiment communs à la majorité des membres de ce groupe. Nous n'avons pas observé non plus la généralisation ni la multiplication de pratiques communautaires et sociopolitiques transnationales dans cette population. Il s'agit plutôt d'un nombre limité de personnes, loin d'être majoritaires, qui s'adonnent au Québec à de telles activités. Il s'agit parfois d'initiatives individuelles, parfois de groupes fragmentés, voire opposés les uns aux autres, et qui ont peu ou n'ont pas d'articulation entre eux.

Conclusion

La recherche a donc montré que le réseau familial des exilés colombiens est celui qui génère et abrite la quasi-totalité des contacts transnationaux observés, à travers le soutien affectif ou économique, dans les deux directions. Pour beaucoup des réfugiés rencontrés, l'attachement maintenu en Colombie est donc en réalité un attachement centré résolument sur la famille et non pas vraiment

sur le pays, avec ses multiples caractéristiques distinctives. Une vaste majorité accorde effectivement beaucoup d'importance au fait de maintenir des contacts occasionnels ou soutenus avec leurs proches restés au pays, contacts qui permettent un certain sentiment de stabilité et de continuité dans leur vie, au-delà de la migration. Nombre de participants ont par ailleurs déclaré percevoir non pas une détérioration des relations et de la communication avec certains membres de leur parenté restée au pays, mais bien une amélioration de celles-ci.

Si l'on considère autant les personnes qui envoient de l'argent sur une base régulière ou occasionnelle pour soutenir leurs proches en Colombie (ou plus rarement pour rembourser des dettes en Colombie) que celles qui reçoivent une aide financière de leurs proches, on peut dire qu'une majorité d'exilés entretiennent des liens économiques entre les deux pays dans les premières années de leur installation au Québec. À travers le maintien de liens économiques, plusieurs personnes vivent par ailleurs une modification de leurs rôles de

pourvoyeurs au sein de leurs familles dans un contexte où les expatriés se retrouvent pour la plupart avec des ressources financières moindres que celles dont ils disposaient en Colombie. Les difficultés d'intégration en emploi et la précarité financière semblent donc avoir des répercussions importantes, non seulement sur la vie quotidienne des membres de la famille établis au Québec, mais aussi parfois sur l'évolution des rôles et des relations entre l'ensemble des membres d'une famille élargie qui évoluent sur plus d'un territoire national à la fois.

À l'extérieur du réseau familial, peu de liens semblent donc se développer entre la Colombie et le Québec. Le domaine de l'engagement sociopolitique devient le théâtre d'un petit nombre seulement de pratiques ou de liens transnationaux qui semblent n'occuper qu'une proportion limitée des exilés colombiens. Les obstacles les plus importants à l'émergence de pratiques sociopolitiques reliées à la Colombie sont la reproduction en exil des tensions et de la méfiance qui règnent au sein de la population colombienne, mais aussi le désaccord des membres de la famille face à ces pratiques et les craintes de possibles représailles à l'endroit de la parenté demeurée en Colombie. Le souci de préserver la famille peut donc devenir, en exil, un frein à l'engagement sociopolitique.

Finalement, la population d'origine colombienne établie au Québec ne présente guère les caractéristiques propres à une communauté transnationale. Si une majorité d'individus et de

familles maintiennent, dans les premières années de leur vie au Québec, des contacts étroits avec leur parenté en Colombie, que ce soit par les communications Internet ou téléphoniques ou encore par l'envoi ou la réception d'argent, ces pratiques n'impliquent ni ne suscitent (ou alors très peu) la création de liens communautaires entre les expatriés colombiens.

Dans une perspective d'intervention sociale avec les personnes réfugiées sur les multiples facettes de leur intégration, il s'avère judicieux de connaître et de reconnaître les différents rôles familiaux (rôles de conseiller, de soutien affectif ou économique, de rassembleur, etc.) que pouvaient assumer les personnes au sein de leur famille nucléaire ou élargie ainsi que l'importance accordée au maintien de ces rôles au-delà de l'exil, tant par les membres établis au Québec que par ceux demeurés en Colombie. En effet, la présence de pressions au sein de la famille ou l'existence du désir de maintenir ces différents rôles peuvent affecter négativement les personnes qui se trouvent dans l'impossibilité d'y répondre pleinement, notamment en raison de contraintes financières aiguës souvent rencontrées dans les premières années d'installation au Québec.

D'autre part, il est également essentiel pour les intervenants de différente nature (accueil, intégration en emploi, francisation, etc.) de connaître et de reconnaître les tensions potentielles et les craintes pouvant être générées par la rencontre d'autres Colombiens dans le cadre de programmes d'intervention destinés aux réfugiés,

alors que les situations de persécution ou de violations des droits de l'homme fuies par ces personnes continuent parfois de susciter la peur et la méfiance chez les familles touchées, même une fois établies en exil. Cette observation peut sans doute demeurer pertinente pour le travail auprès de réfugiés issus d'autres pays qui ont connu ou qui connaissent actuellement des conflits internes.

Stéphanie ARSENAULT
Professeure adjointe
École de service social
Université Laval

Notes

- ¹ Université de Grenade, Espagne
- ² En 2010, les six pays sources considérés par le Canada sont la Colombie, le Salvador, le Guatemala, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone et le Soudan.
- ³ Toutes les citations reproduites dans cet article sont une traduction de l'espagnol réalisée par l'auteure.

Références bibliographiques

- AL-ALI, Nadje, Richard BLACK et Khalid KOSER. 2001. «The limits to «Transnationalism»: Bosnian and Eritrean refugees in Europe as emerging transnational communities», *Ethnic and Racial Studies*, 24, 4: 578-600.
- ARANDA, Elizabeth. M. 2003. «Global care work and gendered constraints. The case of Puerto Rican Transmigrants», *Gender & Society*, 17, 4: 609-626.
- BAUBÖCK, Rainer. 2003. «Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism», *International Migration Review*, 37, 3: 700-723.
- BESSERER, Federico. 1999. «Estudios transnacionales y ciudadanía transnacional», dans Gail MUMMERT (dir.). *Fronteras fragmentadas*. Michoacán: Gail Mummert editora, Centro de Investigación y Desarrollo del Estado de Michoacán: 215-238.
- BLOEMRAAD, Irene. 2004. «Who Claims Dual Citizenship? The Limits of Postnationalism, and the Persistence of Traditional Citizenship», *International Migration Review*, 38, 2: 389-426.
- BOUSETTA, Hassan et Marco MARTINIELLO. 2003. «Marocains de Belgique: du travailleur immigré au citoyen transnational». *Hommes & Migrations*, 1242: 94-106.
- CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA. 2009. *Faits et chiffres 2008*. Ottawa, Gouvernement du Canada.
- ESCOBAR, Cristina. 2005. «La doble ciudadanía y la participación política: inmigrantes en la interacción de la política de Estados Unidos y Colombia», *Análisis Político*, 53: 3-21.
- FONER, Nancy. 1997. «What's New About Transnationalism? New York Immigrants Today and at the Turn of the Century», *Diaspora*, 6, 3: 355-373.
- GAY, Denis. 2003. «Transnationalités ambiguës. Les Gujarati de Madagascar», *Migrations Société*, 15, 90: 99-111.
- GIBB, Camilla. 1998. «Religious Identification in Transnational Contexts: Being and Becoming Muslim in Ethiopia and Canada», *Diaspora*, 7, 2: 247-269.
- GLICK SCHILLER, Nina, Linda BASCH et Christina SZANTON BLANC. 1999. «From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration», dans Ludger PRIES (dir.) *Migration and Transnational Social Spaces*. Aldershot, Ludger Pries: 73-105.
- GUARNIZO, Luis Eduardo. 2003. «La migración transnacional colombiana: Implicaciones teóricas y prácticas» dans Ministerio de relaciones exteriores (dir.) *Memorias. Seminario sobre migración internacional colombiana y la conformación de comunidades transnacionales*. Bogotá, Ministerio de relaciones exteriores de Colombia: 25-43.
- GUARNIZO, Luis Eduardo, Arturo Ignacio SANCHEZ et Elizabeth M. ROACH. 1999. «Mistrust, fragmented solidarity, and transnational migration: Colombians in New York City and Los Angeles», *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 367-395.
- GUARNIZO, Luis Eduardo, Alejandro PORTES et William J. HALLER. 2003. «Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants», *American Journal of Sociology*, 108, 6: 1211-1248.
- ITZIGSOHN, José, Carlos DORE CABRAL, Esther HERNANDEZ MEDINA et Obed VASQUEZ. 1999. «Mapping Dominican transnationalism: narrow and broad transnational practices», *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 316-339.
- KELLY, Lynnette. 2003. «Bosnian Refugees in Britain: Questioning Community», *Sociology*, 37, 1: 35-49.
- LACROIX, Thomas. 2003. «Les réseaux marocains d'aide au développement», *Hommes & Migrations*, 1242: 121-128.
- LANDOLT, Patricia, Lilian AUTLER et Sonia BAIRES. 1999. «From Hermano Lejano to Hermano Mayor: the dialectics of Salvadoran transnationalism», *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 290-315.
- LE GALL, Josiane. 2005. «Familles transnationales: Bilan des recherches et nouvelles perspectives», *Diversité urbaine*, 5, 1: 29-42.
- LEVITT, Peggy, Josh DEWIND et Steven VERTOVEC. 2003. «International Migration: An Introduction», *Inter-*

- national Migration Review*, 37, 3: 565-575.
- MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES. 2009. *Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR). Année financière 2009-2010*. Québec, Gouvernement du Québec.
- OLWIG, Karen Fog. 2003. «Transnational» Socio-Cultural Systems and Ethnographic Research: Views from an Extended Field Site», *International Migration Review*, 37, 3: 787-811.
- ØSTERGAARD-NIELSEN, Eva. 2003. «The Politics of Migrants' Transnational Political Practices», *International Migration Review*, 37, 3: 760-786.
- PORTES, Alejandro, Luis Eduardo GUARNIZO et William J. HALLER. 2002. «Transnational Entrepreneurs: An Alternative Form of Migrant Economic Adaptation», *American Sociological Review*, 67: 278-298.
- PORTES, Alejandro, Luis Eduardo GUARNIZO et Patricia LANDOLT. 1999. «The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field», *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 217-237.
- PORTES, Alejandro. 1999. «Conclusion: Towards a new world – the origins and effects of transnational activities», *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 463-477.
- PORTES, Alejandro. 2003. «Conclusion: Theoretical Convergences and Empirical Evidence in the Study of Immigrant Transnationalism», *International Migration Review*, 37, 3: 874-892.
- PRIES, Ludger. 1998. «Las migraciones laborales internacionales y el surgimiento de espacios sociales transnacionales», *Sociología del trabajo*, 33: 103-125.
- POUPART, Jean. 1997. «L'entretien de type qualitatif: considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques», *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal, Gaëtan Morin éditeur: 174-209.
- SHOSTAK, Natalia. 2003. «Zustreech or Encounters of a Transnational Kind. Negotiating Ukrainianness in Western Canada», *Ethnologies*, 25, 2: 77-105.
- SMITH, Robert C. 1999. «Reflexiones sobre migración, el estado y la construcción, durabilidad y novedad de la vida transnacional», dans Gail MUMMERT (dir.). *Fronteras fragmentadas*. Michoacán, Gail Mummert editor, Centro de Investigación y Desarrollo del Estado de Michoacán: 55-86.
- SMITH, Robert C. 2000. «How Durable and New is Transnational Life? Historical Retrieval through Local Comparison», *Diaspora*, 9, 2: 203-233.
- SOTO, Alberto Hugo. 2005. «Migración, remesas y capital social: elementos fundamentales para el desarrollo local» dans Organisation internationale pour les migrations (dir.) *Memorias del Seminario Migración internacional, el impacto y las tendencias de las remesas en Colombia*. Bogotá: Programa Colombia Nos Une del Ministerio de Relaciones Exteriores: 77-85.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle. 2009. *Mobilité, réseaux et résilience. Le cas des familles immigrantes et réfugiées au Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec.